Xynthia : 10 ans dâ€™action pour renforcer la prÃ©vention

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2020

Il y a dix ans, la tempÃªte Xynthia frappait durement les cÃ´tes vendÃ©ennes et charentaises, entraÃ®nant la mort de 47 personnes. Depuis lors, de nombreuses actions ont Ã©tÃ© mises en place, tant localement qu'au niveau national, afin de mieux prÃ©venir le risque d'inondation et de submersion marine. L'Ã‰tat est, en prioritÃ©, intervenu pour racheter - sur la base des prix du marchÃ©, sans prise en compte du risque - les habitations les plus exposÃ©es : au total, 1 176 biens ont Ã©tÃ© acquis Ã l'amiable, ou par expropriation, par le fonds Barnier, pour un montant de 330 millions d'euros. Un Plan submersions rapides a Ã©tÃ© dÃ©fini pour structurer l'action Ã©tatique en lien avec les collectivitÃ©s locales. C'est dans ce cadre qu'ont Ã©tÃ© engagÃ©s les travaux sur les ouvrages, mobilisant Ã©galement le fonds Barnier. Depuis 2010, les ouvrages de protection font l'objet d'importantes rÃ©parations tout en cherchant Ã intÃ©grer au mieux le risque inondation et submersion marine dans l'amÃ©nagement du territoire. Sur les ouvrages de protection, mÃªme si des tronÃ§ons de digues restent Ã finaliser, 80 kilomÃ¨tres ont Ã©tÃ© traitÃ©s.

303 plans de prÃ©vention des risques littoraux (PPRL) prioritaires ont Ã©tÃ© identifiÃ©s Ã l'Ã©chelle nationale. Ils intÃ¨grent systÃ©matiquement une Ã©lÃ©vation de 20 centimÃ¨tres dans l'alÃ©a de rÃ©fÃ©rence, afin de tenir compte des consÃ©quenc court terme du changement climatique et une Ã©lÃ©vation du niveau moyen de la mer de 60 centimÃ¨tres Ã Ã©chÃ©ance 100 ans. La mise en place de la compÃ©tence de gestion des milieux aquatiques et de prÃ©vention des inondations (GEMAPI) permet de faire converger les politiques d'urbanisme, de prÃ©vention des inondations et la gestion des milieux aquatiques, pour une protection au plus prÃ¨s des populations. EntrÃ©e en vigueur en 2018, cette compÃ©tence est confiÃ©e aux intercommunalitÃ©s. Enfin, l'articulation de toutes les composantes de la prÃ©vention du risque d'inondation se poursuit dans la mise en œuvre des programmes d'actions de prÃ©vention des inondations (PAPI), portÃ©s par les Ã©lus locaux et soutenus par le fonds Barnier. Outils de contractualisation entre l'Ã‰tat et les collectivitÃ©s, les PAPI permettent la mise en œuvre d'une politique globale, Ã l'Ã©chelle du bassin de risques, pour agir sur les diffÃ©rents volets de la prÃ©vention des risques d'inondation. En VendÃ©e et en Charente-Maritime, 31 PAPI et projets d'endiguements (Plan submersions rapides) ont Ã©tÃ© Ã©laborÃ©s par les collectivitÃ©s locales pour un investissement total de 320 millions d'euros. L'Ã‰tat, Ã t le fonds Barnier, y contribue Ã hauteur de 130 millions d'euros. En France, oÃ¹ 17 millions d'habitants sont exposÃ©s aux inondations, 12 600 communes sont d'ores et dÃ©jÃ couvertes par un programme d'actions de prÃ©vention des inondations.

Par ailleurs, dÃ¨s 2001, la vigilance a Ã©tÃ© conÃ§ue pour mieux informer les populations et les pouvoirs publics en cas de phÃ©nomÃ¨nes mÃ©tÃ©orologique dangereux. MÃ©tÃ©o-France a mis en place la vigilance spÃ©cifique aux vagues-submersi Celle-ci amÃ©liore les capacitÃ©s de rÃ©action et de gestion de crise lors des tempÃªtes. Depuis dÃ©cembre 2011, les maires et les prÃ©fets peuvent Ã©galement bÃ©nÃ©ficier gratuitement du dispositif APIC (avertissement sur les pluies intenses Ã l'Ã©chelle des communes) proposÃ© par MÃ©tÃ©o-France. Ce service est complÃ©tÃ© depuis 2017 par un systÃ¨me d'avertissement automatique sur les crues soudaines pour les autoritÃ©s (risque de crue forte ou de crue trÃ¨s forte), Vigicrues Flash opÃ©rÃ© par le Schapi (service central d'hydromÃ©tÃ©orologie et d'appui Ã la prÃ©vision des inondations du ministÃ¨re de la Transition Ã©cologique et solidaire). Les Ã©lus locaux des 10 000 communes couvertes peuvent en bÃ©nÃ©ficier gratuitement.

Photo B. Landreau - TerraÂ

Dossier de presse

Â

Â Â